

Édito

Marre du CD&V ?

Par Francis Van de Woestyne

J'en ai marre du CVP." Cette petite phrase, lancée en 1971 par Edmond Leburton, qui coprésidait alors le Parti socialiste, est restée dans les annales politiques. Deux ans plus tard, nommé Premier ministre, Leburton, farouche unilingue, ne résista pas à la pression du CVP qui le débarqua 15 mois à peine après sa nomination.

Depuis lors, tous les responsables politiques fédéraux ont eu, à un moment de leur carrière, la même exaspération à l'égard des démocrates chrétiens flamands. Dans les années 80, Jean Gol, en particulier, président des libéraux francophones, supportait mal les changements incessants d'avis des responsables démocrates chrétiens. Un "Ja" obtenu au terme d'une longue nuit de négociation pouvait devenir "misschien" après un bureau de parti et se terminer en "nee" après un congrès.

Le CVP fut un grand parti : il a fourni à la Belgique ses plus grands dirigeants – toujours un peu flaminguants, il est vrai – mais de vrais serviteurs de l'Etat et de la Flan-

dre : Wilfried Martens, Jean-Luc Dehaene, et le plus grand peut-être, Herman Van Rompuy.

Mais aujourd'hui, tétanisé par une N-VA qui est devenue la grande formation populaire que le CD&V était, le parti éprouve beaucoup de mal à vivre au sein d'une majorité où il est isolé, seul représentant du centre gauche dans un gouvernement de centre droit. Pourtant, le CD&V n'a pas été contraint d'entrer dans cette majorité. Au contraire, c'est lui qui, au soir des élections, a fait savoir qu'il ne se "descotcherait" pas de la N-VA, avec laquelle il entendait gouverner et la Flandre et la Belgique. Le CD&V doit donc choisir : jouer l'opposition à l'intérieur de la majorité au risque de déplaire à ses partenaires et à une partie de son électorat de droite. Ou s'inscrire pleinement dans une majorité, au risque de déplaire à son aile gauche. Dans les deux cas, une stratégie "perdante".